

## Discours du Président Juncker au 7ème Forum de Cohésion

Bruxelles, le 27 juin 2017

Good morning.

Good morning, Prime Minister,

Good morning Madam Vice-President, Dear Mairead,

Good morning Mister President, Mister Commissioner,

Dear friends,

These were the last sentences I expressed in English, now I will switch into French, which is an official language of the European Union too.

Mesdames et Messieurs, au fil des soixante dernières années, l'Europe a su démontrer souvent sa capacité à formuler de grandes ambitions et sa détermination à les mettre en œuvre. Souvent, pas toujours. La politique de cohésion étant d'ailleurs un exemple où l'Europe a su répondre aux attentes.

C'est donc pour moi un réel plaisir de m'adresser à vous tous, acteurs, animateurs, inspireurs, bénéficiaires de la politique de cohésion, pour échanger quelques réflexions sur le bilan de cette politique et pour évoquer son avenir. Car l'heure est à la réflexion et au débat avant de prendre des décisions qui nous engageront pour la prochaine décennie et bien au-delà.

La Commission a lancé ce débat sur l'avenir de l'Europe dans tous ses aspects avec son Livre blanc sur le futur de l'Europe. Et nous l'avons prolongé avec une série de documents de réflexion et de propositions sur les grands enjeux dont l'avenir sera fait: l'Europe sociale d'abord, si souvent sous-estimée mais question majeure des prochaines années; l'approfondissement de l'Union économique et monétaire ensuite, indispensable pour raffermir jusqu'à ses fondements l'Union économique et monétaire; la mondialisation ensuite, source à la fois de défis, parfois de dangers, mais aussi de nouvelles chances à saisir; et puis finalement et récemment l'Europe de la défense, vieille ambition européenne qui remonte aux années '50 et qui connaît une renaissance à laquelle j'applaudis des deux mains.

Notre cinquième et dernier document de réflexion, mais pas le moins important notamment pour ce qui est de la politique de cohésion, porte sur l'avenir des finances publiques européennes que nous présenterons demain.

Ce large débat sur l'avenir de l'Europe et des politiques européennes s'inscrit dans la perspective d'un monde qui change à une vitesse vertigineuse. Nous sommes à l'ère de ce que nous pourrions appeler le "glocal" où il n'existe pas de frontières étanches entre le niveau global, mondial, régional, local, d'où "glocal". Le Premier ministre maltais, qui est mon ami, lorsque je lui ai dit que j'avais inventé un nouveau mot, "glocal", m'a appris que ce n'est pas vrai, que ce n'était pas moi mais quelqu'un d'autre dont il a heureusement oublié le nom. A

partir de maintenant vous savez que c'est moi qui ai employé pour la première fois cette expression "glocal" et le Premier ministre maltais se fera mon propagandiste.

La mondialisation et l'impact des nouvelles technologies sur la société et sur l'emploi ont des répercussions profondes dans la vie quotidienne des Européens dans chacune de nos régions, de nos villes, et de nos campagnes.

Mais nous pouvons maîtriser les évolutions en cours, protéger et défendre nos concitoyens, notamment les plus vulnérables, de leurs effets négatifs, et nous pourrions profiter des nouvelles chances dont elles ne manqueront pas d'être porteuses. Comme l'Europe ne se réduit pas, heureusement, aux institutions européennes, qui n'ont pas réponse à tout – bien qu'elles donnent souvent l'impression d'avoir réponse à tout – nous avons besoin de vous, autorités nationales, régionales et locales, partenaires sociaux, acteurs de la société civile et du monde de l'entreprise, pour que la politique de cohésion soit ressentie comme une affaire qui nous concerne tous.

*[Pour une politique de cohésion plus visible]*

L'un de mes illustres prédécesseurs à la présidence de la Commission européenne, Jean Rey, disait que "la politique régionale doit être à la Communauté ce que le cœur est au corps humain."

Nous devons reconnaître que cette grande politique commune et solidaire de l'Union européenne remplit vraiment cette mission. La politique régionale irrigue l'ensemble de notre Union, elle touche toutes les régions, toutes les villes, toutes les zones rurales, elle est par excellence une politique de proximité qui répond directement et concrètement aux attentes et aux préoccupations quotidiennes de nos concitoyens.

Pourtant nos politiques régionales ne touchent pas suffisamment le cœur des peuples d'Europe qui trop souvent encore méconnaissent, ignorent leurs bénéfices. Ceux qui, citoyens, sont les bénéficiaires de notre politique régionale ne savent pas que c'est l'Europe et la politique régionale qui sont à l'origine des projets développés en leur faveur. Très souvent, on leur cache cette réalité évidente.

Il y a presque trois ans, lorsque j'ai été élu Président de la Commission européenne, j'ai dit que cette Commission sera la Commission de la dernière chance. Je l'ai dit non pas par immodestie mais parce que nous devons impérieusement rapprocher l'Europe des citoyens. Le fossé entre les opinions publiques européennes et l'action politique européenne s'est trop agrandi. Et la Commission veut tenter de le combler.

C'est la raison pour laquelle la Commission a décidé que nous devons cesser d'interférer dans tous les domaines de la vie quotidienne des citoyens; c'est pourquoi nous avons décidé de concentrer l'action européenne sur les grands enjeux de l'avenir, là où l'Europe peut faire la différence, en commençant, comme Corina l'a dit, par la relance des investissements.

Notre première initiative, en novembre 2014, a donc été de présenter un Plan d'investissement pour l'Europe, le plan dit Juncker. Enfin, on ne le dit plus; on disait "le plan Juncker" lorsque ceux qui pensaient que ce plan serait un échec intégral voulaient pré-identifier le responsable de cet échec. Maintenant que ça fonctionne, ça s'appelle le Fonds européen pour les investissements stratégiques, mais c'est le même. L'un de nos objectifs était de mobiliser

davantage d'investissements privés en association avec des investissements publics en doublant l'utilisation d'instruments financiers dans la politique de cohésion. Cet objectif a été très rapidement atteint.

A la fin 2015, 60 milliards d'euros avaient été investis dans l'économie réelle en Europe au titre des fonds structurels et du fonds d'investissement. En l'espace de neuf mois, ce chiffre avait déjà doublé pour atteindre, à l'automne 2016, 130 milliards d'euros investis dans la création d'emplois et la croissance, dans les petites et moyennes entreprises, la recherche, le haut débit, l'efficacité énergétique. Aujourd'hui nous en sommes à plus de 200 milliards.

Alors je suis très attristé, parfois même choqué, quand je me déplace à travers l'Europe, quand je constate avec stupeur le triste anonymat des projets financés par l'Europe. D'ici à la fin de la période 2014-2020, 2 millions de petites et moyennes entreprises recevront un appui des Fonds structurels européens, 15 millions de foyers européens supplémentaires auront accès au très haut débit et 10 millions de chômeurs seront soutenus dans leur recherche d'un emploi. J'espère qu'ils seront tous conscients que c'est l'Europe, pas seule, pas seulement l'Europe, mais que c'est l'Europe aussi qui travaille pour eux.

Car comment voulez-vous rapprocher les citoyens de l'Europe si vous ne leur montrez pas ce que l'Europe fait pour eux ? Et ce travail n'incombe pas qu'à la Commission, à Bruxelles, aux fonctionnaires européens. C'est surtout à vous de le faire. Alors je vous lance un appel à vous tous qui êtes sur le terrain, donc les spécialistes des politiques de cohésion: expliquez mieux à nos citoyens qu'ils sont parmi les principaux bénéficiaires de la politique de cohésion de l'Union européenne. Et ensemble faisons en sorte que cette politique soit encore plus efficace et plus utile.

*[Une politique de cohésion plus efficace et utile]*

De ce point de vue nous sommes d'ailleurs déjà sur la bonne voie. Non seulement parce que les projets alliant fonds structurels et fonds d'investissement du plan Juncker sont de plus en plus nombreux bien qu'encre trop insuffisants. Et je vous invite donc à recourir davantage à cette possibilité. Mais aussi parce que d'importants efforts ont été faits pour s'assurer que chaque euro dépensé sur le terrain pourra effectivement produire des résultats.

L'introduction de conditions pour recevoir l'appui financier des fonds européens a été un véritable catalyseur de réformes structurelles, un accélérateur de la mise en œuvre des recommandations spécifiques par pays dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler le semestre européen.

Une première évaluation de la Commission publiée en mars dernier montre que 86 % des conditions préalables avaient déjà été remplies par les Etats membres.

Ces conditions encouragent également une utilisation plus intelligente des fonds européens dans le domaine de la recherche et de l'innovation. Ce qui s'avère être particulièrement utile pour les régions qui sont les plus vulnérables face à la concurrence internationale et à l'évolution des technologies.

Ce que nous appelons les Stratégies de spécialisation intelligentes leur permettent de tirer leur épingle du jeu en développant leurs points forts et en aidant leurs entreprises locales à accéder aux chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment dans le domaine de l'industrie.

Elles favorisent aussi la coopération inter-régionale comme c'est le cas, par exemple, avec l'initiative Vanguard qui rassemble plus d'une trentaine de régions européennes ayant choisi de coopérer dans le domaine de l'innovation et de développer des projets en partenariat avec les industries locales.

Tout cela montre que les réformes et les efforts demandés sont utiles et portent leurs fruits. Nous devons maintenant nous assurer de leur solidité, de leur pérennité et de leur pleine efficacité en poursuivant résolument sur cette lancée après 2020. Car il nous reste encore beaucoup à faire pour améliorer la situation qui est la nôtre aujourd'hui.

Cela passera certainement par une meilleure prise en compte de la diversité de nos régions. La politique de cohésion ne peut pas, en effet, ce qu'elle a fait trop souvent, reposer sur un modèle unique.

Elle devrait plutôt offrir du "sur-mesure" qui réponde aux besoins spécifiques de chaque Etat membre et de chaque région tout en veillant à préserver l'égalité de traitement entre tous.

Elle devrait aussi contribuer davantage à investir dans ce qui est notre meilleur atout – le talent des femmes et des hommes en Europe – en leur offrant des formations professionnelles plus adaptées aux enjeux de l'avenir.

De même nous devons enfin mener à leur terme les efforts que nous avons entrepris en matière de simplification et de différenciation.

Et en fait, il faudrait que nous parvenions à renforcer la synergie entre les politiques et instruments qui existent aux niveaux européen, national et local en faisant en sorte que, dans nos régions, les instruments et politiques nationaux et européens soient utilisés de façon plus stratégique et en meilleure complémentarité avec les instruments dont disposent les collectivités locales.

Nous ne pouvons pas, Mesdames et Messieurs, changer le système tous les 7 ans. Soit nous parvenons à le réformer, soit nous échouons. Et l'échec n'est pas une option !

#### *[Conclusion]*

Pour conclure, je voudrais modestement rappeler que la solidarité constitue le fondement de notre Union. Mais il ne peut y avoir de solidarité sans réciprocité et sans responsabilité.

Notre politique de cohésion doit rester inspirée par ces deux principes: la solidarité et la responsabilité. La responsabilité lorsqu'il s'agit de mettre en application nos valeurs communes.

Une politique de cohésion ambitieuse, exigeante, tournée résolument vers l'avenir est plus que jamais nécessaire pour contribuer à faire vivre cette Union des citoyens, une Union de solidarité et de prospérité partagées, mais aussi une Union de valeurs et de cœur.

Je vous remercie de votre attention.

Merci beaucoup.